

## REPORTAGE

## Alger, un matin de séisme

**Certes, il n'a pas provoqué de gros dégâts matériels, ni de grosses pertes humaines, mais le très fort séisme d'hier qui a touché principalement la capitale et quatre des wilayas limitrophes n'a pas été sans susciter une grosse panique parmi les populations.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Et le tout premier témoignage recueilli hier, hier dans le sillage d'une tournée en certains endroits de la capitale, fortement touchés par cette très forte secousse tellurique, renseigne sur cet état d'esprit ayant prévalu. Témoignage juste en face du stade Omar-Hamadi, à Bologhine, un vieux, la soixantaine, tenant une épicerie depuis 1962, comme il le dira, affirme n'avoir jamais ressenti de frayer comme celle d'hier matin. «C'était comme une bombe tant la secousse était de forte intensité», soutiendra-t-il, avant que ce sexagénaire, originaire de Bouadnane, en haute Kabylie, ne remercie le Tout-Puissant puisque il n'y a pas eu de gros dégâts matériels, ni beaucoup de pertes humaines, faisant part néanmoins d'une grosse panique qui s'est emparée des populations qui n'ont regagné leurs domiciles que plusieurs heures après la très forte secousse tellurique.

Non loin de là, au lieu-dit Zemmouri-Boumediene, un immeuble tout entier, érigé sur un rocher tout près de la mer n'a de lieu d'habitation que le nom. Car, à la seule image extérieure qu'il dégage, l'édifice ne pouvait raisonnablement être habité. Et pourtant, des familles y vivent, ou pour dire vrai, «risquent» leur vie depuis des années puisqu'aucun paramètre d'une vie décente n'existe.

Escaliers vacillants, la toiture du dernier étage, en tuile, grandement béante et à travers laquelle le bleu du ciel est continuellement présent. Des parterres tout aussi d'infortune, que le séisme d'hier a

davantage rendu vulnérables quand ils n'existent plus par endroits.

Pour ces familles, certes la secousse d'hier était forte mais la peur ressentie à cette occasion n'a d'égale que celle ressentie au quotidien depuis des années. Et pour cause, ironise un père de famille, «nous vivons au jour le jour, avec le risque pesant de se faire découvrir le lendemain sous les décombres de la maison, qui risque à tout moment de s'effondrer».

Au 28 boulevard Emir-Khaled, ce sont pas moins de 6 familles qui vivent dans ce semblant d'habitations. Soutenu par des pieds-droits métalliques que leurs occupants ont dû placer dans l'urgence pour soutenir le rez-de-chaussée, ce groupement d'habitation qui a perdu depuis des lustres sa fonction, est aussi menacé par le phénomène de l'érosion marine, édifié qu'il est sur des rochers en bordure de la mer. Et la très forte secousse tellurique d'hier à l'aube a fini par avoir raison de la patience de ses résidents ; une secousse qui n'a certes pas eu à faire de gros dégâts, occasionnés il est vrai, par les précédents séismes mais a eu pour effet de les faire sortir dans la rue.

En famille, les occupants de ce groupement d'habitation ont, en effet, barré la route, créant un immense embouteillage. Femmes, enfants et vieux dont un homme de 82 ans, se sont installés au beau milieu de la chaussée, l'ont barricadée avec des objets divers dont notamment des tables et des chaises. Les protestataires, déter-



Les Algérois ont eu très peur.

minés à se faire entendre «cette fois-ci ou jamais», crient à l'injustice et au deux poids, deux mesures. «Les autorités, qu'elles soient centrales ou locales, n'ont d'yeux que pour les quartiers La Paya et le 12», crient plus d'un, exigeant la présence sur les lieux d'une délégation des services techniques pour lever le camp comme souhaité plus d'une fois par les agents de l'ordre diligentés sur les lieux. Un des habitants affirme que le maire de Bologhine a

été sur les lieux tôt le matin mais une visite de pure forme, pour n'avoir pris aucun engagement envers les sinistrés». Ces derniers n'exigent ni plus ni moins qu'un relogement dans les meilleurs délais car nous estimons avoir trop attendu et nos responsables n'attendent que pareilles catastrophes pour réagir, et encore»

En plein cœur de Bab-El-Oued, plus exactement au niveau de la rue Omar-Zaghib, des occupants d'un immeuble ont failli perdre la

vie hier matin. Ce qui a soulevé le courroux de ces sinistrés, qui ont alors signifié publiquement leur colère, non pas contre ce phénomène naturel qu'est le séisme, mais pour dénoncer, selon eux, la passivité et l'indifférence des pouvoirs publics.

Et pour cause, les 16 familles qui y «vivent» affirment attendre leur évacuation depuis 2009, année à laquelle leur édifice a été déclaré par les services techniques à évacuer. Et le séisme d'hier matin a eu pour effet sur ce bâtiment, l'effondrement de plusieurs parties de toits, des logements s'étant vu abrégés, qui de sa cuisine, qui de ses sanitaires. Une vieille n'a dû son salut qu'à une famille voisine qui l'a prise en charge, atteinte qu'elle est d'une maladie chronique. Autrement dit, la secousse tellurique d'hier a achevé l'ultime raison de vie dans cet immeuble, dont les occupants exigent tout simplement d'être relogés et au plus vite.

Et pour ces derniers, la peur éprouvée hier à l'aube relève du «routinier» tant la crainte de ne pas se réveiller le lendemain les hante chaque soir.

Sans commentaires.

M. K.

## Barricades par-ci, sit-in par-là

La très forte secousse tellurique d'hier vendredi ayant touché principalement la capitale et quatre de ses wilayas limitrophes a eu pour effet «secondaire» de faire sortir de leurs «gonds» nombre de citoyens.

Et pour cause, nombreuses sont les familles qui ont remis au goût du jour, à l'occasion de cette funeste occasion, l'impératif de les reloger elles qui «vivent» depuis des années dans de semblants des logements. Des toits auxquels, donc, le séisme d'hier a ôté le dernier «alibi» recevable de viabilité et donc annihilé la fonction d'habitabilité.

D'où la vague de contestations enregistrée hier et qui risque de perdurer encore, de familles qui en

veulent terriblement aux pouvoirs publics. Ces dernières exigent leur relogement, estimant que c'est là, l'occasion où jamais, de voir le rêve tant caressé de bénéficier d'un toit décent, enfin exhaussé.

Fermeture de route par-ci, sit-in devant le siège d'APC par-là, tel est le décor planté hier à Alger au moment où le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, a affirmé hier que les familles touchées par ce séisme, et vivant dans des constructions précaires devaient d'être relogées, dès hier soir, dans de nouvelles habitations.

M. K.

## VICTIMES DU CRASH DU VOL AH 5017

## «Aucun corps n'a été identifié pour le moment»

**Aucun corps des victimes du crash du vol AH 5017 d'Air Algérie n'a été identifié jusqu'à maintenant. L'information a été rendue publique ce jeudi par Abdelkader Kara Bouhadba, directeur de la police judiciaire au sein de la Direction générale de la Sûreté nationale. C'était lors d'une conférence de presse qui a eu lieu au siège de la Direction centrale de la police judiciaire sise à Ben Aknoun.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le premier responsable de la police judiciaire a tenu en cette circonstance à informer l'assistance qu'une équipe de spécialistes de la police scientifique et technique de la Sûreté nationale dépêchée au Mali poursuit son travail avec ses homologues d'autres pays pour tenter d'identifier les victimes du crash de l'avion de la compagnie espagnole «Swift Air» affrété par Air Algérie.

L'avion espagnol, faut-il le rappeler s'est crashé jeudi dernier, soit depuis une semaine, dans le nord du Mali, alors qu'il assurait la liaison entre Ouagadougou et Alger avec à son bord 116 passagers qui ont tous péri. «Aucun corps n'a encore été identifié», a souligné M. Kara Bouhadba lors de sa rencontre avec la presse, précisant au passage que le secteur de la Sûreté nationale a pris «toutes les disposi-

tions et mesures juridiques, techniques et scientifiques nécessaires» et dépêché, le 25 juillet dernier, une équipe pluridisciplinaire composée de 13 spécialistes pour collaborer avec leurs homologues français et espagnols ainsi qu'avec des experts internationaux en vue «d'identifier les corps des victimes de cet accident dans les plus brefs délais».

Plus explicite le directeur de la police judiciaire a assuré que les treize spécialistes envoyés sur place par la DGSN «redoublent d'efforts afin de mener à bien l'opération d'identification». «Nos spécialistes vivent 24h sur 24 sur le site et travaillent plus de dix heures par jour, afin de permettre aux familles de faire enfin leur deuil», a-t-il précisé.

M. Bouhadba a expliqué que le procédé utilisé dans l'identification est «l'analyse ADN». «Les corps

sont très fragmentés vu la violence du crash ; ce qui explique le choix de ce procédé». Et d'ajouter : «Ces spécialistes ont été dépêchés, dans le cadre d'une délégation multisectorielle, sur le lieu de l'accident afin de coordonner les efforts avec les représentants des pays partenaires et amis que sont la France, l'Espagne et le Mali ainsi que des experts de la Minusma.»

Le premier responsable de la police judiciaire a mis en exergue l'expérience algérienne en matière d'identification des victimes de catastrophes majeures (naturelles, technologiques ou criminelles), laquelle expérience a, selon lui, «permis grandement de réduire la durée des opérations sur le terrain où, il est utile de le noter, les spécialistes algériens et étrangers ont fait preuve d'un fort esprit de coordination», note-t-il.

Dans le même contexte, le responsable révèle que «des prélèvements ont pu être effectués sur site, d'autres ne peuvent être possibles que dans des centres d'expertise». «Malheureusement, dit-il, plusieurs fragments de corps et restes humains se sont avérés inexploitable.» Et de conclure sur un ton



Les débris du vol d'Air Algérie.

grave que «la priorité est de rendre la dignité aux familles des victimes, en leur permettant d'avoir un corps», dit-il à plusieurs reprises. Il a salué, de ce fait, le courage dont ont fait preuve ces familles.

Enfin, il est à préciser qu'une équipe scientifique de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) relevant de la Gendarmerie nationale s'est rendu

jeudi dernier à Gossi (Mali), pour participer à l'enquête sur le crash de l'avion affrété par Air Algérie, a indiqué un communiqué du ministère des Transports.

Selon la même source, cette équipe «se chargera de certains volets de l'enquête» et rejoindra l'équipe de la police scientifique qui se trouve sur les lieux.

A. B.